LE RÔLE DU LEADER DANS LES MOUVEMENTS PRO-DÉMOCRATIE

EDITO

« Dans les moments de bascule historique comme le nôtre, la personnalité et le tempérament des hommes (…) importent et peuvent changer le cours des choses ».

Les mouvements en lutte pour la démocratisation dans des régimes autoritaires ont a priori besoin d'une personnalité forte qui se tienne debout, qui accepte le risque à visage découvert, qui agrège et catalyse les forces de lutte : interlocuteur crédible, il devient un accélérateur de mobilisation, un point de ralliement pour les militants, il incarne un récit national alternatif.

« Le leader est le miroir du courage collectif, quand sans lui le mouvement resterait invisible. »

Un leader charismatique, capable de donner envie d'être suivi, doit incarner la lutte. Mais cette figure même du leadership soulève une tension structurelle au sein des mouvements pro-démocratie : si la légitimité collective suppose que les décisions procèdent du consensus, l'impératif d'efficacité et la nécessité d'une ligne claire contraignent parfois le leader à trancher seul, ce qui revient, paradoxalement, à reproduire en miniature la logique autoritaire qu'il prétend combattre. Cette tension entre processus démocratiques nécessaires et besoin d'efficacité et de représentation ne doit donc pas être l'angle mort de mouvements de démocratisation.

Au-delà de cet aspect, si un mouvement repose trop sur un leader, il se retrouve démuni en cas d'assassinat ou d'emprisonnement de celui-ci, comme nous le rappellent les cas de Patrice Lumumba, Thomas Sankara, Amilcar Cabral, Ernesto Guevara ou encore, plus récemment, de Succès Masra, incarcéré par le régime tchadien depuis bientôt un an.

« Un mouvement qui ne survit qu'à travers un seul homme n'est pas encore un mouvement, mais une espérance personnelle.»

Les leaderless revolutions menées l'année dernière par la GenZ évitent cet écueil, car on ne peut pas couper la tête d'un mouvement qui n'en a pas. En revanche ce mode de mobilisation rend plus difficile la transition démocratique en cas de succès de la mobilisation et de chute du régime, car les appareils étatiques étatiques fonctionnent habituellement avec des figures d'autorités : au Nepal et au Bangladesh, Sushila Karki et Muhammad Yunus ont respectivement été nommés avec l'accord des étudiants en révolte… quand, à Madagascar les mouvements de jeunes similaires n'ont pas réussi à imposer l'un des leurs, faute notamment d'avoir choisi un représentant.

Ainsi, le temps de la lutte exige un comité (en l'occurrence avec une coordination en ligne sécurisée via la plateforme Discord)… mais après le changement de régime il faut un personnage, doté à la fois de légitimité, d'une aura charismatique (dont parlait déjà Weber), mais aussi des mécanismes susceptibles d'assurer sa responsabilité : le leader médiatique incarne, mobilise, parle au nom du mouvement, pendant qu'un cercle restreint de cadres internes oriente la stratégie loin de l'attention.

Cette dualité délibérée nous semble être la solution opérationnelle pour répondre à la tension latente du rôle du leader. Et la réponse varie évidemment selon le contexte : par exemple dans un régime de répression totale l'anonymat collectif protège, quand, dans un régime à façade électorale, la visibilité d'un leader est indispensable pour crédibiliser l'alternative.

Le modèle le plus solide semble en tout cas être celui d'un leader porte-parole, non décideur unique : une figure publique articulée à un collectif structuré, dont les décisions sont délibératives et le mandat révocable. Les mouvements qui ont le mieux survécu sont aussi ceux qui avaient, en parallèle, investi dans des structures locales autonomes : comités de quartier, réseaux syndicaux, société civile organisée.

In fine, le leader ne devrait pas être la condition de possibilité du mouvement. Il doit en être, au mieux, l'expression momentanée.